

Comment la Belgique va profiter (ou pas) des 300 milliards de Juncker

L'Europe va-t-elle financer l'aménagement du tunnel Reyers à Bruxelles, la construction de parkings en périphérie liégeoise, le ring d'Anvers? Juncker a annoncé un «plan» de 300 milliards, l'appel à projets est lancé.

FRÉDÉRIC ROHART

Branle-bas de combat! L'Union européenne va injecter de l'argent dans la machine pour tenter de dynamiser l'économie. Mais il n'y en aura pas pour tout le monde. L'appel à projets a été lancé et il s'agit pour la Belgique et ses régions de ne pas loucher le coche. L'approche européenne est simple: chaque État identifie des projets structurants en mal d'investissements et réalisables d'ici 2018. Sur cette base, l'Union dressera une base de données et sélectionnera, dans ce réservoir, les projets qu'elle pense les plus utiles à l'objectif collectif – à savoir rétablir la confiance et dopér la croissance et l'emploi. La Belgique profitera-t-elle de la manne?

«Même si un certain équilibre entre États-membres sera respecté, la règle du premier arrivé premier servi va certainement prévaloir dans une certaine mesure», prévient Gauthier Bourlard, à l'administration fédérale des Finances (SPFF). Les États membres doivent avoir remis leur liste de projets pour le 14 novembre, et le tout sera de ne pas y mettre n'importe quoi: «Stratégiquement, et compte tenu du caractère limité des ressources disponibles, on a intérêt à venir avec des projets déjà bien avancés: plus les projets seront rapidement réalisables, plus on a de chances de les voir financés», poursuit l'attaché aux questions internationales et européennes au SPFF.

L'Union supersonique

Cette opération est partie d'un slogan: avant même que la nouvelle Commission européenne soit mise en place, le président désigné Jean-Claude Juncker a mis son «plan» sur la table.

Il veut injecter «300 milliards d'euros supplémentaires d'investissements publics et privés dans l'économie réelle au cours des trois prochaines années». Un chiffre tombé du ciel, un mes-

sage politique, un squelette auquel il manque encore la chair... Lors de son audition devant le Parlement européen, le (futur) commissaire en charge des investissements a avoué ne pas pouvoir livrer de détails sur ce plan de relance. Jyrki Katainen s'est borné aux grandes lignes – mieux utiliser l'argent de la Banque européenne d'investissement (BEI) et espérer un effet de levier sur les bas de laine privés.

Pourtant, la nouvelle Commission n'est pas encore en place que l'opération est lancée: une «Special Task Force» co-dirigée par la Commission et la BEI a été mise sur pied le 23 septembre avec une double mission. D'une part, elle doit identifier les barrières et autres goulots d'étranglement au développement de projets d'investissements – on verra ensuite si l'Europe peut aider à faire sauter les verrous. D'autre part, elle doit «jeter les bases d'un pipeline de projets crédible et transparent pour dopér la compétitivité de l'UE», selon les termes approuvés par les ministres des Finances européens. La liste mettra en évidence les projets «économiquement viables» qui pourraient être lancés dans les trois ans. Elle permettra à l'UE d'établir une «compilation d'investissements stratégiques à valeur ajoutée pour l'UE» dans son ensemble – le *bottom-up* au service du *top-down*, si l'on veut. Le tout doit être prêt en vue du Conseil européen du 18 décembre. Jamais on aura vu l'Union avancer aussi rapidement. Reste à voir si la Belgique et ses régions parviennent à suivre...

Le privé bienvenu

Dans les cabinets, les acteurs à peine installés s'activent – bon gré mal gré. «Je crains fort que ça ne bouge pas assez vite de notre côté», glisse un fonction-

naire régional. Un autre, au contraire, constate que les propositions partent dans tous les sens – chaque ministre concerné de près ou de loin voudrait voir son projet sur la liste. Le processus ne fait que commencer, alors les idées sont lancées à qui mieux mieux. Des panneaux photovoltaïques sur les centres sportifs? L'allongement des pistes de l'aéroport de Charleroi? Des parkings de dissuasion en péri-

phérie liégeoise?

Sans qu'aucune liste officielle n'ait encore filtré, on peut s'attendre à ce que la Flandre veuille placer le ring d'Anvers dans le «pipeline». Que Bruxelles y mette le tunnel qui devrait remplacer le viaduc Reyers ou le projet de métro Nord (dont le début des travaux n'est prévu qu'en 2019). Que la Wallonie place la réfection de la E42 ou qu'elle demande des aides pour le remplacement de son réseau de fibre optique... L'UE accepte des projets dans le transport, l'économie digitale, l'énergie, les «infrastructures sociales» et l'efficacité environnementale.

Les acteurs publics ne sont pas les seuls sollicités. «Le privé peut également inclure des projets, nous avons déjà sollicité la FEB et Agoria», explique Gauthier Bourlard, qui représente la Belgique au sein de la «Special Task Force» européenne. Il faut dire que cette opération inédite ne prend sens que par le privé, l'objectif étant avant tout de rétablir la confiance des investisseurs. Pour l'heure, il n'est pas question d'argent public frais, mais d'une utilisation optimale des moyens disponibles. Et c'est une évidence: les 70 milliards d'euros que la BEI peut engager chaque année ne suffiront pas à relancer l'économie européenne à eux seuls – même si la Belgique utilise relativement peu l'outil (2,1% des engagements) au regard de sa participation au capital (4,8%) et pourrait donc mieux en profiter.

Pour lundi prochain, la Belgique doit avoir dressé la liste des «secteurs qui ont les plus grands besoins d'investissements» et identifié les «principales barrières» aux investissements. Pour le 14 novembre, elle doit avoir dressé une liste détaillée des «projets d'investissements clés». Le contre-la-montre a commencé.

2,1%

Alors qu'elle détient 4,8% du capital de la Banque européenne d'investissement, la Belgique ne jouit que de 2,1% des engagements annuels de la BEI.